

Le Pingouin, N°11

17 mars 2016

La newsletter du Collectif des Associations Citoyennes, qui avance sur la banquise

Malgré les conditions très difficiles, le Pingouin avance sur la banquise, engrange de la nourriture dans son bec généreux pour nourrir ses petits. Il vit et grandit grâce à la solidarité du groupe. Cette lettre mensuelle apporte aux membres et sympathisants du CAC, en temps réel, quelques informations sur la vie du réseau, l'action citoyenne et sur des thèmes de fond ou d'actualité. Un lien permet d'accéder à la source de l'information et la consulter dans son intégralité.



Le CAC va lancer dans les prochains jours sa campagne de 2017 d'adhésions et de dons : soutenez son action !

Les cotisations et les dons garantissent l'indépendance du CAC, lui permettent de parler librement et de développer des alternatives sur le terrain et dans la bataille des idées. En 2017, ce travail de veille sera essentiel.

Dès à présent, faites un don, renouvelez votre adhésion ou apportez votre soutien au Collectif.

Les sommes versées bénéficient d'un abattement de 66 % via une réduction d'impôt (un soutien de 50 € ne coûte au final que 17 €).

Pour télécharger le [bulletin d'adhésion 2017 c'est ici](#). Pour [faire un don](#) en ligne c'est ici.

Adhérez en ligne > [Individuel](#) > [Personne morale](#)

L'action/la vie du Collectif

Une plaquette de présentation du CAC

Grande nouveauté 2017, la réalisation d'une plaquette de présentation du Collectif en collaboration avec une jeune graphiste talentueuse ([Bilitis Delalandre bilitis.delalandre@gmail.com](mailto:bilitis.delalandre@gmail.com)) permettra d'avoir un aperçu en image/ texte/ graphique... de la richesse du CAC !! [A voir ICI](#), la version actuelle qui sera amenée à évoluer.

Relance d'un travail de collecte des actions porteuses d'alternatives

De 2011 à 2015, le CAC a beaucoup travaillé autour des échanges de pratiques et d'expériences porteuses d'alternatives à la logique dominante. Cette base de données a été actualisée en conservant environ 200 actions réellement porteuses d'alternatives qui existent toujours. Pour une partie d'entre elles, des [fiches détaillées](#) précisent l'historique, les objectifs, les enjeux auxquels l'action contribue à répondre. L'objectif est d'aider à une meilleure connaissance mutuelle des actions réalisées par les membres du CAC et de faire connaître au public que de très nombreuses actions indispensables à la société construisent le bien commun au quotidien dans de multiples domaines. Dans la période actuelle, marquée par un grand désarroi vis-à-vis des possibilités d'alternatives politiques, la multiplication des actions porteuses d'alternatives indique la recherche d'une autre façon de construire un autre monde, plus humain, plus juste, écologiquement soutenable, porteuse d'espoir. Des discussions sont en cours avec un certain nombre de réseaux et d'organisations proches (Bastamag, Réseau Action Climat, Alternatiba, Reporterre, etc.) pour parvenir à une plateforme commune de [cartographies des alternatives](#). Voir [ICI la tentative de carte](#) (très provisoire).

Dans l'immédiat, **un groupe de travail se constitue pour actualiser les informations existantes et recueillir auprès des membres du CAC leur témoignage ou leur contribution. Nous recherchons des volontaires** pour participer à ce groupe de travail. Il est possible d'y travailler à distance. Si vous êtes disponible et intéressé(e), merci de contacter didier.minot@free.fr

Séminaire économie solidaire, associations et mouvements sociaux le 20 mars

L'UFISC (*Union fédérale d'intervention des structures culturelles*) et ses organisations membres invitent les associations citoyennes au séminaire « **Économie solidaire, associations et mouvements sociaux** », co-organisé par les initiatives de recherche « Démocratie et économie plurielles » (Jean-Louis Laville) et « Mouvements sociaux à l'âge global » (Geoffrey Pleyers) du Collège d'études mondiales le lundi 20 mars 2017, 16h-19h, Maison Suger, 75006 Paris. [S'inscrire ICI](#) – Toutes [les infos LA](#).

Journée d'été du Collectif : du 10 au 12 Juillet à Lyon

3ème édition de notre temps fort estival nous permettant de nous retrouver durant 3 jours. Après [L'Hay-les-Roses](#) en 2015 et [Rennes](#) en 2016, nous poserons nos bagages dans une région (Rhône-Alpes) où les temps sont particulièrement difficiles pour le mouvement associatif. Vous pouvez d'ores et déjà noter cette date dans vos agendas.

Signature « Un million d'emplois pour le climat »

Le Collectif est partie prenante de la plateforme d'échange « [emplois-climat](#) » regroupant Syndicats et associations environnementales, sociales et d'éducation populaire qui se sont réunis en 2016 sur les enjeux climat et emplois pour travailler sur une meilleure articulation entre une politique climatique ambitieuse, la protection des salariés concernés et le renforcement des opportunités de la transition écologique pour créer des emplois nouveaux. Pour voir la campagne, lire le rapport « [Un million d'emplois pour le climat](#) » et [signer l'appel, c'est ICI](#).

Les dernières prises de position du CAC

Débats en interne, lectures, rédactions à plusieurs mains... Ces dernières semaines, depuis le dernier « Pingouin », nous avons notamment planché sur deux thèmes :

- Les violences policières : [voir le texte](#)
- Le revenu universel : [une fausse-bonne idée](#) ? A vous de vous faire une opinion...

Important : sur ce dernier sujet, vous pourrez retrouver un dossier ressource-documentaire que nous avons mis en ligne [ici](#).

Agir

Le 19 mars à 14h : Marche pour la Justice et la Dignité

Le 19 mars aura lieu, à Paris, pour la deuxième année consécutive une marche pour la justice et la dignité, à l'appel de 14 familles des victimes et de nombreuses organisations, personnalités signataires individuelles. Cette marche appelle à la vérité et à la justice, revendication légitime des familles victimes de violences policières, et dénonce la banalisation des discours, les actes racistes et leur caractère structurel. La marche appelle à défendre les droits démocratiques face à l'Etat d'urgence et aux mesures liberticides qui touchent particulièrement celles et ceux qui subissent le racisme. Elle demande aussi l'accueil des migrant-e-s dans des conditions dignes et la régularisation de tous les sans-papiers doivent être opposés à l'Europe forteresse. »

RDV à 14 heures pour une manifestation de Nation à République ; à 18 heures, concert Place de la République. [Voir ICI l'organisation, les signataires, les rendez-vous](#) depuis Montreuil, la gare de Saint Denis, et les bus depuis Amiens, Lille, Orléans, Rennes, Nantes...

Après la signature du CETA, pétition contre la cour d'investissement multilatéral

Le 15 février 2017, le Parlement européen a ratifié l'Accord économique et commercial global (CETA en anglais) entre l'Union européenne et le Canada. L'adoption d'un tel texte, fondamentalement contraire à la fameuse « Europe » de la paix et de la prospérité partagée, porte en elle les ferments d'une dislocation supplémentaire d'une Union qui n'en n'a plus que le nom. La signature de ce texte suscite de nombreuses réactions. Le 22 février, 106 députés de plusieurs sensibilités (radicaux de gauche, socialistes, communistes et verts) ont annoncé leur intention de déposer un recours au Conseil Constitutionnel. Voir leur communiqué [ICI](#). Le 13 mars, les Amis de la Terre Europe, S2B and WeMove.eu ont lancé une pétition contre la cour d'investissement multilatérale, projet de la Commission européenne sensé "réformer" le système actuel d'arbitrage ISDS et qui entérinerait davantage les privilèges juridiques accordés aux multinationales. [Pour signer c'est ICI](#).

Un projet d'appel pour dénoncer le projet de traité entre l'Europe et le Japon

Loin des feux de l'actualité, l'Union Européenne (UE) a de nombreuses **négociations commerciales** sur le feu, notamment celle **avec le Japon**. Celle-ci dure depuis 4 ans, et qu'on nous présente comme proche de la conclusion (dans le courant de l'année si l'on croit Malmström et Kishida, le ministre japonais des AE). Celui-ci vise notamment, côté UE, à anéantir les droits de douane agricoles japonais (de l'ordre de 30%, parmi les plus hauts du monde). Côté européen, le risque commercial le plus évident concerne l'industrie automobile notamment, à la fois sur des aspects douaniers et réglementaires. On trouve dans le projet de traité les mêmes dispositions que celles dénoncées pour le CETA : arbitrage d'investissement, coopération réglementaire, chapitre développement durable pour faire oublier les impacts environnementaux désastreux du traité... **Le Collectif stop TAFTA a commencé à se connecter avec des militants et groupes japonais**, et a écrit un appel de la société civile, en Europe et au Japon, contre le projet d'accord, qu'on peut se procurer et signer en s'adressant directement à lucile@s2bnetwork.org

Une pétition pour une vraie limitation du démarchage téléphonique

A l'initiative de l'UFC Que Choisir, 180 parlementaires de tous les groupes politiques ont interpellé le gouvernement pour lui demander de renforcer l'encadrement du démarchage téléphonique. Parallèlement, la Secrétaire d'Etat à la Consommation indiquant que « ces nuisances quotidiennes sont insupportables » a annoncé des sanctions contre plusieurs entreprises et un renforcement des contrôles contre le démarchage abusif... Pour continuer à se mobiliser pour obtenir une vraie limitation du démarchage téléphonique, [signez la pétition ICI](#).

Comprendre

Faut-il avoir peur des robots ?

La [revue Les Z'indignés](#) publie un dossier remarquable, avec des articles contradictoires qui permettent de se faire une bonne idée des arguments en présence et prolonge le débat amorcé avec le dossier publié sur le site du CAC autour du revenu universel. Jean Gadrey fait un récit critique des sombres prévisions développées depuis 40 ans (Rapports Nora, Minc, etc.), en montrant qu'elles se sont toutes trompées en généralisant abusivement des cas constatables sur des segments d'activité, en raisonnant toutes choses égales par ailleurs, et en négligeant les résistances et les freins qu'elles provoquent. Il s'agit d'une forme de déterminisme technologique antinomique avec la démocratie. Il existe plusieurs évolutions possibles, en lien avec les finalités écologiques et sociales, ce qui rejoint le rapport « Un million d'emplois pour le climat ». Michel Husson, dans une série d'articles, montre que l'accroissement la productivité du travail ne cesse de diminuer, et que « *les robots sont partout dans les médias, mais ne semblent pas laisser d'empreintes dans les données statistiques* ». Cependant, ni l'un ni l'autre ne sous-estiment les effets sur la structure de l'emploi de l'économie numérique et des choix politiques qui sont devant nous. La contre argumentation est fourni par Raphaël Rogier, qui a écrit un livre « Sans emploi » et fournit de nombreux arguments de remplacement de l'homme par la machine et l'intelligence artificielle tirés de l'observation du fonctionnement actuel de la société. Au total, on voit combien les avis sont liés aux perspectives politiques sur lesquelles on s'appuie (poursuite de la libéralisation ou émergence d'une autre économie). Le débat continue.

Les Zindignés, N°41 jan-fév 17, des éditions Golias, BP 3045, 69605 Villeurbanne cedex - redaction.golias@orange.fr

Propriété et Communs, un livre collectif (préface de Benjamin Coriat)

Les communs sont-ils une alternative à la société du tout marché, une réponse à l'offensive néolibérale, une voie pour le dépassement du capitalisme et de l'étatisme, la révolution du XXIe siècle ? Ce livre montre qu'il s'agit de tout cela. Le concept de « commun » demande la coexistence d'une ressource définie, d'une communauté déterminée et d'un mode de gouvernance collectif. Il ouvre de nouveaux champs à la démocratie et souligne les limites d'une régulation par le marché ou par le public. Ce livre interroge les communs et repose notamment la question de la propriété et de l'héritage. Les propositions prônent la priorité donnée à la valeur d'usage et la mise en place ou l'extension d'une propriété communale, associée à une collectivité. [Voir ICI la vidéo](#) de Benjamin Coriat.

[Propriété et Communs](#) – idées reçues et propositions, éditions Utopia, 4 euros.

Jeunes et adultes en banlieue

Bernard Defrance, professeur de philosophie, a exercé de nombreuses années dans des lycées des banlieues parisiennes, il réside en banlieue et a tenu pendant 22 ans une permanence de la CLCV (*Consommation, logement et cadre de vie : asso de défense des consommateurs et usagers*) aux Bosquets à Montfermeil, c'est dire à quel point il est impliqué dans ce « milieu », qu'il observe depuis bien longtemps. Dans un échange ([lire ICI](#)), il décrit les formes de cohabitation des « jeunes » avec les « adultes », il commence par répondre en précisant qu'il n'est pas un banlieuologue, que son point de vue n'a rien de « scientifique », disons que c'est celui, pour utiliser la métaphore médicale, d'un généraliste de quartier... Écoutons [son diagnostic et ses conseils](#).

La Commission nationale consultative des droits de l'homme dénonce la loi sur la sécurité publique

Dans un avis du 23 février dernier, la CNCDH dénonce un texte, qui vise à apaiser le malaise des forces de l'ordre, mais qui va surtout renforcer la défiance de la population à leur rencontre, attiser les tensions et contribuer à fragiliser encore un peu plus la cohésion nationale. Ce texte va à rebours des préconisations de la CNCDH dans un avis sur les pratiques des contrôles d'identité en novembre dernier. La CNCDH se prononce également sur les mesures visant à créer une filière d'activité privée de sécurité armée, à licencier les agents de certaines entreprises de transport dont le comportement serait incompatible avec leurs missions, et sur les dispositions modifiant la loi relative à l'état d'urgence. Enfin, la CNCDH s'inquiète des nouvelles prérogatives octroyées aux personnels pénitentiaires en matière de renseignement et des conditions du suivi des personnes condamnées après leur libération. [Voir le rapport ICI](#). Voir aussi le [communiqué du MRAP LA](#).

Construire

APICED, un énorme travail pour l'émancipation des migrants et populations précarisées franciliennes

APICED, créée en 2006, milite pour la promotion et l'émancipation individuelles et collectives des populations précarisées et des travailleurs/ses migrant-e-s francilien-ne-s, avec des actions de défense des droits, d'accès aux savoirs (conférences/projections-débats) et de soutien aux projets collectifs de développement des associations de

migrants dans les pays d'origine. Les multiples actions menées reposent sur trois permanentes salariées (2 juristes et une coordinatrice), un CA composé pour un tiers de travailleurs/ses immigré-e-s issu-e-s du « public » et un réseau d'une cinquantaine de bénévoles (militants associatifs et syndicaux, avocats, juristes, professionnels du travail social, de la santé, de l'éducation, universitaires, journalistes...). L'action d'APICED est remarquable par l'importance du travail réalisé en matière d'accès aux droits, de conseil, de défense et d'accompagnement des populations précarisées. Il faut souligner le succès et la portée du travail de conscientisation s'adressant à des personnes de milieux populaires en situation de précarité, sur des sujets ardu, à travers de multiples demi-journées d'information et de formation auxquelles participent souvent des auteurs, des universitaires, des journalistes (Marie Monique Robin, Emmanuel Terray, Eric Guilyardi, Serge Janicot, Jérôme Fritel, etc.). L'association est largement tributaire des financements publics et se heurte, comme nombre d'associations, à l'absence de financements des emplois associatifs qualifiés, à la baisse globale des subventions et, plus globalement, aux attermoissements des politiques publiques et à la régression de l'action publique. Voir www.apiced.fr ou contacter apiced@orange.fr 141 rue Oberkampf 75011 Paris. [Fiche ICI](#).

La Place santé à Saint Denis, une approche globale de la santé, avec la participation des habitants

La Place santé, animée par *l'association communautaire santé bien être* (ACSBE), allie une offre de soins, une démarche de promotion de la santé et de travail de médiation en santé avec les habitants du quartier des Francs-Moisins/Bel Air à Saint-Denis. C'est actuellement devenu un véritable centre de santé qui regroupe des consultations médicales, des ateliers d'éducation la santé animés par des médiatrices santé et quelquefois par des médecins et propose de nombreuses activités aux habitants (bien-être ensemble, estime de soi, ateliers cuisine, ateliers de formation aux démarches administratives, ateliers thérapeutiques,...). Le Comité habitants usagers citoyens est très impliqué dans le développement des projets. Voir la [fiche détaillée ICI](#) et voir le site : acsbe.asso.fr

Soutenir le travail d'accueil de Karibu à Meudon

Depuis 42 ans, Olivier Chazy, président de l'association Karibu à Meudon, a accueilli bénévolement 270 personnes sans logement, d'abord à son domicile puis, après réhabilitation du pavillon, en résidence sociale, dans un esprit de respect des personnes et de fraternité au quotidien. Il s'agit d'abord de jeunes sans ressources en situation d'exclusion puis de femmes avec enfants en bas âge, adressées par les services sociaux. Le propriétaire, l'association Freha, dépendant d'Emmaüs, a récemment souhaité mettre ce pavillon aux normes du département des Hauts-de-Seine, beaucoup plus draconiennes que les normes nationales, et a donné congé à l'association, alors que la résidence n'est ni insalubre ni mal gérée. Une pétition est lancée pour demander à Emmanuel Cossé, ministre du logement et de l'habitat durable, une réunion à son cabinet afin de trouver un compromis ou une solution transitoire pendant la rénovation des locaux. Le CAC suit avec admiration, depuis plusieurs années, le travail réalisé par Olivier Chazy. C'est pourquoi Jean-Claude Boual, président du CAC a écrit à la ministre pour accompagner la pétition. Pour en savoir plus sur le travail de Karibu [voir la fiche détaillée](#). Pour [signer la pétition c'est ici](#).

Chaque mois, le Cercle de Silence de la Défense témoigne contre les traitements inhumains réservés aux migrants

Le jeudi 20 avril de 12h15 à 13h15 et tous les **3ème jeudi de chaque mois vous êtes invités à participer** au Cercle de Silence de La Défense. Un rassemblement de citoyens et de membres de plusieurs mouvements (RESF 92, CCFD-Terre Solidaire 92, ATD-Quart-Monde, Secours Catholique 92, paroisse Notre Dame de Pentecôte, Arche de Lanza del Vasto) attire silencieusement l'attention sur les traitements inhumains réservés aux migrants du seul fait qu'ils n'ont pas de papiers en règle. Ils refusent toute chasse aux étrangers qui inflige aussi des traumatismes profonds à ceux qui en sont les témoins, à la société toute entière, aux enfants particulièrement. Les atteintes à la dignité de quelques-uns blessent tous les hommes dans leur humanité. Ils veulent que la France redevienne un pays d'accueil, sans cesse enrichi et transformé par des êtres humains venus du monde entier. **Lieu : Parvis de la Défense** (92) Entre le CNIT et les Quatre Temps, RER SNCF ou tram arrêt Grande Arche - Rens. 06 21 05 47 38

Agenda, livres et documents

Etre radical ou pas ? Atelier participatif et Rencontre débat le 17 mars à la Fabrik

A l'occasion de la sortie du **premier livre en français de Saul Alinsky « Radicaux Réveillez-vous »**, le collectif Alliance Citoyenne propose une [journée de formation gratuite](#) à sa méthode, de 10 heures à 21 heures, à la Fabrik coopérative (23 Rue du Dr Potain, 75019 Paris). Autour des démarches de transformation sociale, Échanger sur la construction de dynamiques collectives et de stratégies d'actions décisives, Développer l'envie de se mobiliser. Arpentages (lectures critiques d'ouvrages et échanges), animations variées, débats et ateliers en groupes. Le soir, 19 heures à 21 heures, rencontre débat en présence de **Marie Hélène Bacqué**, sociologue spécialiste des quartiers, et **Adrien Roux** cofondateur de l'alliance citoyenne, organisation inspirée du community organizing. Merci de confirmer votre présence à la Fabrik 06.17.33.64.34 ou traverses.asso@free.fr.

Créations artistiques et transition écologique : le CAC propose un éventail d'exemples
Spectacles de rue, cinéma, marionnettes, contes, dessins-animés, musique et littérature... Les acteurs culturels s'engagent de plus en plus fortement dans leurs travaux pour sensibiliser aux enjeux environnementaux. Le Collectif, grâce à Elodie (volontaire), vous a préparé un éventail (à monter sous cette forme) de productions remarquables [ICI](#). L'occasion également bien sûr de vous informer de la mise à jour et l'évolution de notre site [L'écologie au quotidien](#).

Débat autour du Manifeste du travail social le 25 mars

Les auteurs du "Manifeste du travail social" organisent un débat le samedi 25 mars au café-librairie Michèle Firk à Montreuil (93) à 16h, pour échanger autour du livre-manifeste mais également du travail et de la protection sociale mise à mal en général. Plus d'info sur [cette page Facebook](#). Le [visuel-tract ICI](#).

Débat avec le CAC sur le revenu universel le 20 avril à Paris 11^{ème}

Cap ou pas Cap ? organise un débat sur le revenu de base en compagnie de Fanélie Carrey-Conte et Jean Claude Boual (président du CAC), le jeudi 20 avril à 18h30 au centre social Picoulet (59 rue fontaine au roi 75011 Paris). Plus de précision prochainement, mais notez d'ores et déjà cette date ! [Lire ICI](#) le communiqué du CAC sur ce sujet.

« Ils l'ont fait », comédie populaire de banlieue, fait le tour de France, et sera le 31 mars à Maubeuge

Ils l'ont fait, Comédie populaire de banlieue réalisée par des habitants de Mantes-la-Jolie, Said Bahij, Rachid Akiyahou. Ce film raconte l'histoire de Khalifa Kamara, « jeune Français d'origine sénégalaise, radié de Pôle Emploi, qui prend conscience de son impossibilité d'évoluer et décide de se présenter aux élections municipales afin de prendre son destin en main et de s'engager pour changer la vie des gens du quartier soumis au même sort que lui. Il devra réveiller leur conscience politique et les convaincre que son projet est réalisable, mais aussi déjouer les pièges du maire sortant, installé depuis des décennies aux commandes de la ville ». Après un succès dans de nombreuses villes, projection vendredi 31 mars à 18h, au Centre Social les Provinces françaises, rue de Champagne, 59600 Maubeuge, Nord-Pas-de-Calais-Picardie. [Voir l'article ICI](#).

Festival International du Film de Prévention et de Citoyenneté Jeunesse du 11 au 13 mai à La Rochelle

La 2ème édition du Festival International du Film de Prévention et de Citoyenneté Jeunesse) se déroulera du 11 au 13 Mai 2017 à La Rochelle (Charente Maritime / France). Le Organisée conjointement par l'Association de Jeunesse et d'Education Populaire ANGOUL'LOISIRS et la Communauté d'Agglomération de La Rochelle, ce festival permettra de valoriser les créations réalisées par des jeunes concernant les thématiques de prévention et de citoyenneté. Le festival est ouvert aux films courts de prévention et de citoyenneté réalisés après le 1er janvier 2015. Les films doivent être scénarisés et réalisés par des jeunes de 9 à 25 ans, qui peuvent être accompagnés dans leur démarche par des professionnels de d'éducation et de l'image. La durée d'un film doit être comprise entre 90 secondes et 5 minutes, en français ou en langue originale sous-titrés en français. La date limite de réponse est le 31 Mars. [Voir le site internet](#).

Collectif des Associations Citoyennes - 01 48 07 86 16

www.associations-citoyennes.net - [page Facebook ICI](#)